



HAL
open science

L'audit expectation gap : contexte et cadre de recherche

David Carassus, Khaled Al Bouaini

► **To cite this version:**

David Carassus, Khaled Al Bouaini. L'audit expectation gap : contexte et cadre de recherche. 1ères Journées Internationales de Recherche en gestion du Morbihan, Gouvernance, information comptable et financière, IREA, Université de Bretagne Sud, Apr 2009, Vannes, France. hal-02429639

HAL Id: hal-02429639

<https://univ-pau.hal.science/hal-02429639>

Submitted on 18 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'audit Expectation Gap : contexte et cadre de recherche

David CARASSUS

Maître de conférence

IAE de Pau et des Pays de l'Adour

BP 575

64 012 Pau cedex - France

david.carassus@univ-pau.fr

Khaled ALBOUAINI

Doctorant - CREG

IAE de Pau et des Pays de l'Adour

BP 575

64 012 Pau cedex - France

bouaini1974@yahoo.fr

Résumé : Dans un contexte international d'audit marqué par de nombreux scandales et mutations, les besoins des utilisateurs des rapports d'audit semblent avoir faits l'objet d'évolutions importantes, en cohérence avec les modifications de la gouvernance organisationnelle. Ainsi semble émerger un décalage entre, d'un côté les rôles et pratiques de l'auditeur externe légal, et, de l'autre côté, les perceptions et attentes des utilisateurs des rapports d'audit. Dans ce cadre, nous proposons d'analyser ce décalage, appelé « *audit expectation gap* » dans les pays anglo-saxon, en réalisant une revue des études conceptuelles et empiriques. Nous dégageons, ainsi, les éléments caractéristiques de cet écart en constituant un cadre d'analyse à des prolongements de recherche dans le contexte français, tout en adoptant une approche élargie de l'organisation fondée sur une gouvernance partenariale.

Mots clés : *Audit expectation gap*, gouvernance d'entreprise, commissariat aux comptes

La vague des scandales financiers qui a touché l'économie américaine ces dernières années, et en écho l'économie mondiale, a notamment amené les législateurs et les professionnels à corriger la position et les modalités de l'audit externe légal au sein de la gouvernance d'entreprise.

Analysé, d'une manière générale, comme un mécanisme de protection des investisseurs sur les marchés financiers et de garantie du bon fonctionnement de l'économie, l'audit externe légal remplit plus particulièrement un rôle de certification de la sincérité, de la régularité et de l'image fidèle des états financiers publiés par les entités économiques concernées. Son rôle est ainsi qualifié de crucial par de nombreuses théories, dont celle de l'agence, des coûts de transaction, ou du signal, en participant à la réduction de l'asymétrie d'information entre les agents économiques à travers la certification de la qualité des informations financières sur lesquelles se fondent des décisions économiques et financières, d'investissement ou de financement.

Pourtant, sur un plan plus pratique, l'image de l'auditeur en tant que tierce partie indépendante et compétente semble s'être dégradée ces dernières années, et ceci malgré les évolutions légales et professionnelles engagées. Les nombreux scandales financiers apparaissent ainsi participer à une perte de confiance dans l'intervention de l'auditeur externe légal au sein des marchés financiers.

Dans ce contexte, cette étude se focalise sur le possible décalage existant entre, d'un côté les rôles et pratiques de l'auditeur externe légal, et, de l'autre côté, les perceptions et attentes des utilisateurs des rapports d'audit. Cet écart, appelé dans les pays anglo-saxon *audit expectation gap*, a fait l'objet d'un certain nombre d'études empiriques et théoriques dans ce contexte spécifique sur les plans économique et professionnel. Nous proposons donc ici d'en faire un état afin de proposer un cadre et des perspectives de recherche dans le contexte original français.

Pour cela, nous analysons, dans le cadre d'une première partie, le contexte de cette étude en décrivant les principales évolutions au plan international. Ensuite, le cadre théorique de l'*audit expectation gap*, autour des théories contractuelles classiques, mais aussi celles plus élargies de la gouvernance organisationnelle, est abordé. Puis, dans les troisième et quatrième parties, nous proposons une revue de la littérature empirique des différentes études menées dans le contexte majoritairement anglo-saxon, avant de dégager des pistes de recherche dans le contexte français en conclusion.

1) Un contexte international d'audit marqué par de profondes mutations

Notre étude se situe en effet dans un contexte économique, institutionnel et professionnel qui se caractérise par plusieurs changements plus ou moins radicaux au niveau international.

Tout d'abord, le premier des facteurs qui marque le contexte actuel d'audit est l'internationalisation ainsi que l'accroissement de la taille des entreprises auditées, et en conséquence celles des cabinets d'audit. En effet, face à ces évolutions, en particulier celle du développement des marchés financiers comme un outil de gestion des fonds investis au niveau mondial, le rôle de l'auditeur s'est complexifié et accru au sein de la gouvernance d'entreprise. Complexifié, notamment par la nature et le volume des transactions à prendre en considération, mais aussi par les approches et techniques d'audit à utiliser, elles-mêmes intégrées dans un mouvement d'harmonisation internationale. Accru, en particulier par la diversité plus étendue des parties prenantes à intégrer, mais aussi par leurs distances, géographique et technique, plus grande vis-à-vis de l'entreprise auditée.

Ensuite, une autre évolution d'importance semble être marquée par la dégradation du rôle institutionnel des organes représentatifs de la profession d'audit. En effet, Brooks (1989) rappelle qu'a priori ces organes participent, à travers les réglementations professionnelles produites, à la détermination des règles comportementales et techniques, à la résolution des possibles conflits entre les parties prenantes à l'audit ou encore à la détermination des sanctions professionnelles, tout ceci afin de conforter le rôle de la profession d'audit dans son contexte d'intervention. Pourtant, il s'avère, dans la pratique, que ces organes peuvent, dans certains cas, agir principalement dans l'intérêt de leurs membres. Par exemple, Briloff (2001) critique l'attitude du COSO (*Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*), chargé d'étudier la responsabilité des auditeurs dans le cadre des fraudes financières durant la période de 1987 – 1997. Pour lui, il s'agissait en effet de prouver l'innocence des grandes firmes d'audit en ce qui concerne leur implication dans les actions frauduleuses. Hendrickson (2001), de manière plus générale, exprime lui son mécontentement par rapport à l'important changement de la profession comptable et d'audit pendant les trente dernières années. Pour cet auteur, l'AICPA (*American Institute of Certified Public Accountants*)

ainsi que les grands cabinets d'audit cherchent en effet de plus en plus à satisfaire les intérêts de leurs partisans au lieu de renforcer l'indépendance de l'auditeur. Ainsi, les représentants de la profession chercheraient-ils plus à contourner les règles de conduite, les normes et les dispositifs d'audit d'une façon qui les permet de garder leurs intérêts, par exemple dans la souplesse laissée aux auditeurs autour du développement des missions de conseil, et à diminuer leurs responsabilités envers les parties prenantes de l'audit.

Semble-t-il en conséquence de ces deux premières évolutions, ce même contexte d'audit est aussi marqué par la vague de nombreux scandales financiers sur la sphère nationale et internationale dans lesquels un auditeur était une des parties fortement impliquées. Cette vague qui a principalement touché l'économie américaine a généré des pertes financières estimées de 64 billions de dollars en 2002 (Arnold et De Lange, 2004). De plus, de manière plus indirecte, 17% de la chute des valeurs des actions dans les bourses américaines a aussi été attribué à une crise de confiance des investisseurs suite aux cas de fraudes financières. Or, dans cette dernière, le rôle des auditeurs a souvent été évoqué. En effet, pourtant chargé de protéger les intérêts de toutes les parties prenantes de l'entreprise en leur permettant de disposer d'états financiers fiables, l'implication d'un des plus grands cinq cabinets d'audit internationaux, en l'occurrence Andersen, dans la faillite d'Enron a remis en cause le postulat préexistant entre réputation de l'auditeur et qualité élevée de l'audit. En particulier, Krishnamurthy et al. (2006) montrent que la chute d'Andersen, suite à cette faillite, a causé une baisse des cours des ex-clients audités par ce cabinet.

Encore une fois en réaction, semble-t-il, le contexte actuel d'audit est, de plus, marqué par un renforcement du rôle interventionniste des autorités réglementaires et légales. En effet, la plupart des pays touchés, directement ou indirectement, ont engagé une réforme légale de l'audit légal, que soit sur le plan du processus d'élaboration des normes d'audit, des normes elles-mêmes ou du contrôle de la qualité des missions d'audit. Ainsi, aux Etats-Unis, Berrowes et al (2004) considèrent que la loi Sarbanes – Oaxley (SOX) est la plus interventionniste depuis 1934. Selon les auteurs, un des aspects les plus importants de cette loi est le complément des sanctions professionnelles par des sanctions pénales. Yakhou et Dorweiler (2005) mettent en évidence, eux, l'intérêt de cette loi par la création du « *Public Company Accounting Oversight board* » (PCAOB) qui participe à la définition et la mise en œuvre des référentiels comptables et d'audit

jusqu' alors réservées à la « *Security and Exchange Commission* », à l'« *American Institute for Certified Public Accountants* » et aux cabinets internationaux d'audit. En France, la Loi de Sécurité Financière (LSF), pendant de la SOX, vient en particulier créer le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes, en tant qu'organisme de normalisation, ou encore accroître l'indépendance de l'auditeur. D'une manière plus générale, ces évolutions légales mettent au centre des préoccupations des auditeurs la qualité de leur intervention, en réponse à leur obligation de moyens. En France, le renforcement du contrôle qualité par la profession, la mise en œuvre d'un manuel de procédure en interne ou encore une plus grande normalisation, à travers la production des Normes d'Exercice Professionnel (NEP), liées aux normes internationales de l'IFAC (*International Federation of Accountants*), constituent quelques exemples de cette mutation. De plus, il apparaît que ces évolutions légales privilégient aussi le comportement éthique nécessaire à l'exercice de l'audit. En particulier, la profession d'audit se dote de codes éthiques ou déontologiques, en tant que « *formule culturelle la plus concrète à travers laquelle la profession reconnaît ces obligations envers la société* » (Abbott, 1983). Sur ce pont, O'Connell (2004) montre en effet que l'affaire Enron n'était pas un simple scandale financier, mais l'exemple d'un changement radical et destructif de l'éthique des affaires, et en particulier de celle des auditeurs. Il semblait donc nécessaire que des évolutions légales et professionnelles soient engagées dans ce sens, sens qui renforce la réalité sociale de la fonction des auditeurs (Mc Millan, 2004) ou qui, même, est évoqué comme la seule solution sur le plan économique (Giffiths, 1992).

Enfin, le contexte d'audit est marqué par l'apparition de nouveaux types d'audit, comme l'audit environnemental, social ou éthique. En effet, afin de communiquer leurs projets et stratégies concernant leurs responsabilités dans ce domaine, les entreprises publient fréquemment, parallèlement à leurs rapports financiers, des rapports sociaux et environnementaux, de manière légale ou volontaire (Bouma et Kamp-Roeland 2000, Adams 2004). Or, même si l'audit est originellement focalisé sur les états financiers, il est considéré comme un des mécanismes existants pour apporter de la crédibilité à ces nouvelles formes de reddition de comptes. A ce titre, la commission Européenne propose dans son rapport « *Green Paper* » de 2001 que la « *Verification by independent third parties of the information published in social responsibility reports is also needed to avoid criticism that the reports are public relations schemes without substance. Indeed such services are already beginning to be offered by a variety of companies, which would*

seek to perform them following agreed standards. The involvement of stakeholders, including trade-unions and NGOs, could improve the quality of verification » (Adams et Evans 2004). Ce nouveau type d'audit de certification de rapport à vocation sociétale vise alors à « *donner une opinion professionnelle et indépendante sur la situation et/ ou la gestion sociale d'une entreprise et, lorsque cela est possible, à mettre en lumière des écarts par rapport à des normes* » (Martory, 2003).

C'est donc dans un contexte marqué par de larges mutations qu'évolue actuellement l'auditeur. Dans ce cadre, certaines évolutions de la profession d'audit ont été engagées, en particulier concernant les modalités et le cadre comportemental d'action de l'auditeur. En parallèle, les attentes et besoins vis-à-vis de leurs interventions ont aussi fait l'objet d'évolutions importantes, cohérentes avec les modifications de la gouvernance d'entreprise.

2) Un rôle et des besoins influencés par une gouvernance partenariale

Lorsque le rôle de l'audit est analysé, il est montré que ce dernier joue non seulement un rôle direct dans la gouvernance d'entreprise en limitant les effets du problème de hasard moral de la part des dirigeants par la vérification indépendante de la qualité des informations produites, mais aussi un rôle indirect en complétant les autres mécanismes de la gouvernance, en particulier le conseil d'administration, les procédures de contrôle interne, le droit de vote des actionnaires, la communication financière ou le marché des biens et des services, qui connaissent des insuffisances pour répondre à ce problème d'aléa moral et de réduction d'asymétrie informationnelle (Carassus et Gardes, 2003). A ce titre, il y est décrit comme réduisant le conflit d'intérêt entre les managers et les actionnaires, ou comme un moyen de collecte et d'analyse des informations que les partenaires ne peuvent exercer de façon individuelle, sauf à engendrer des coûts prohibitifs. L'audit apparaît alors comme un mode de spécialisation de la fonction de contrôle de l'information au sein de la gouvernance d'entreprise.

A ce titre, plusieurs cadres théoriques sont susceptibles d'être utilisés pour comprendre la relation entre audit externe et gouvernance. Historiquement, c'est la théorie positive de l'agence qui a abordé initialement le rôle de l'audit externe en tant que mécanisme de gouvernance d'entreprise. Fondée sur une approche *shareholder*, ce cadre présente un modèle dans lequel les propriétaires risquent leurs investissements et sont les

seuls créanciers résiduels. Dans ce cas, la tâche de la gouvernance repose sur le contrôle du manager et des autres participants à l'organisation pour s'assurer qu'ils œuvrent dans l'intérêt des actionnaires (Hart et Moore, 1990). Pionniers dans ce domaine, Jensen et Meckling (1976) évoquent l'audit externe comme un levier d'alignement du comportement du dirigeant sur les intérêts des actionnaires, au même titre que les systèmes de contrôle formel et les restrictions budgétaires. L'audit externe représente alors un mécanisme de surveillance fournissant une évaluation du management de la direction aux actionnaires.

Toutefois, cette perspective d'agence ne permet pas de prendre en considération le rôle de l'audit externe dans son ensemble. Il semble en effet nécessaire, afin d'appréhender le rôle de l'audit dans la gouvernance, de considérer les managers, non seulement, comme responsable devant les actionnaires (actionnaires individuels, institutionnels, analystes qui conseillent les actionnaires), mais également, comme détenant une responsabilité plus large, en tant qu'administrateurs des actifs de l'organisation vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes (salariés et leurs représentants, les clients, les fournisseurs et les créanciers). Dans cette logique, pour qu'une firme soit viable, elle doit démontrer sa capacité à atteindre les objectifs multiples des différentes parties et distribuer la valeur créée d'une façon qui maintienne leur engagement (Kochan et Rubinstein, 2000). La prise en compte d'autres parties prenantes dans une logique *stakeholder*, nous conduit à distinguer deux autres rôles, complémentaires, de l'audit externe, évoqués distinctement par la littérature, quasiment de manière chronologique.

En représentant une source d'information sur laquelle les individus réalisent des prédictions sur le montant, le délai et l'incertitude des futurs cash-flow (Omrod et Cleaver, 1993), l'audit assume, alors, tout d'abord, un rôle de signal dont les implications pour le processus de responsabilité des entreprises est évident. A ce titre, l'économie de l'information nous offre en effet une nouvelle vision de l'audit externe. Si la théorie de l'agence se focalise sur la relation actionnaire / dirigeant, cette nouvelle perspective théorique porte, elle, son attention sur la relation investisseur / dirigeant dans une situation d'asymétrie informationnelle. Initialement utilisée par Akerlof (1970), cette analyse a, notamment, été réinterprétée par Moore et Ronen (1990) pour comprendre le rôle de l'audit dans une perspective d'information. Ces auteurs supposent ainsi que les managers possèdent une information interne sur la qualité de leur management alors que les investisseurs potentiels ne possèdent pas cette information. L'impossibilité de

distinguer les bons des mauvais gestionnaires peut alors conduire à l'échec du marché des nouveaux titres dans la mesure où les investisseurs sont incertains de la qualité des managers. Dans ce contexte, la demande de services d'audit est générée par la nécessité d'éliminer l'asymétrie informationnelle entre les managers et les investisseurs potentiels pour faciliter l'obtention de nouveaux capitaux. L'engagement d'un auditeur externe permet de délivrer des informations sur la qualité de l'entreprise et, par incidence, sur la qualité du management. La finalité de l'audit externe est ici de vérifier la capacité de la direction en vérifiant les rapports financiers passés. La demande d'audit externe peut donc être analysée comme un moyen utilisé par les bons dirigeants pour émettre un signal vis-à-vis des investisseurs. L'auditeur est ainsi analysé comme un surveillant mécaniste ; l'*output* (rapport d'audit) d'un auditeur ou l'acte d'engager un auditeur est utilisé par une partie informée (le dirigeant) pour signaler son information privée (les caractéristiques de risque de l'entreprise) à une partie non informée (un investisseur) (Mélumad et Thoman, 1990). Le rôle de l'auditeur est alors de réduire le risque pris par l'investisseur.

Au delà de la seule prise en compte de l'investisseur, le rôle de l'audit doit aussi appréhender la demande d'information comptable auditée émanant des autres parties prenantes. L'audit externe est alors décrit comme un moyen permettant de répondre à l'obligation de reddition des comptes. Partant de l'accroissement de l'influence sociale et économique des entreprises nationales et multinationale, Porter et al. (1966) montrent en effet que les besoins relatifs à l'obligation de reddition des comptes évoluent vers une logique sociétale, partenariale. Nombreux sont ceux qui pensent, en effet, que les dirigeants ont une obligation de considérer l'impact de leur décision au niveau de la société tout en permettant la réalisation de profit et le maintien de la pérennité de l'entreprise. Ces auteurs avancent notamment que les dirigeants de sociétés sont considérés comme ayant une obligation de prévenir la pollution environnementale, de garantir la sécurité industrielle et des produits ainsi que de protéger les consommateurs. Ainsi, il est aujourd'hui admis que l'auditeur externe agisse dans l'intérêt des principaux détenteurs d'intérêts de l'entreprise tout en ayant un regard sur l'intérêt public (Mednick, 1991). Or, ces différents utilisateurs ne peuvent pas déterminer, eux-mêmes, si l'information qu'ils possèdent est fiable. Les utilisateurs n'ont pas l'expertise, les ressources et le temps pour établir la véracité des informations (Robertson, 1993). Dans la mesure où il existe un risque lié à la qualité de l'information, apprécié par la probabilité que les états financiers diffusés par une organisation soient erronés, ce risque

pouvant être préjudiciable pour de nombreuses parties prenantes, il existe donc un besoin évident d'assurance concernant la qualité de ces états financiers. En particulier, dans cette logique, Broye (1998) montre, en analysant la demande d'audit externe de qualité dans le cadre français, que le choix d'un auditeur de qualité constitue une réponse aux conflits d'intérêts existant entre actionnaires et dirigeants, mais également entre actionnaires et salariés. L'espace discrétionnaire des dirigeants, possible par un actionnariat managérial faible, et des salariés, du fait d'un effectif élevé et d'un grand nombre de niveaux hiérarchiques et de sites d'exploitation, se trouve alors limité par un audit externe de qualité.

Dans ce cadre général orienté *skakeholder*, l'auditeur assume un rôle social d'attestation de l'information financière publiée, offrant ainsi aux utilisateurs un service d'assurance que le risque lié à la qualité de l'information est bas (Robertson, 1993). Il peut aussi être considéré comme un mécanisme incitant ou obligeant le ou les individus, à qui une responsabilité a été déléguée, à agir conformément aux intérêts des partenaires de l'organisation (Charreaux, 1997). L'auditeur apportant une opinion sur la crédibilité des états comptables, il constitue en cela, non seulement, un mécanisme de supervision des déclarations de la direction concernant la conduite et la performance de l'entreprise, mais aussi, en conséquence, un moyen permettant de répondre à l'obligation de rendre des comptes (Flint, 1988).

3) L'existence d'un *audit expectation gap* à l'échelle internationale

Face aux profondes mutations de son contexte et aux évolutions de son rôle au sein de la gouvernance d'entreprise, l'audit apparaît ne pas répondre aux attentes et besoins de ses parties prenantes. Existe alors un décalage existant entre, d'un côté les rôles et pratiques de l'auditeur externe légal, et, de l'autre côté, les perceptions et attentes des utilisateurs des rapports d'audit, c'est à dire l'*audit expectation gap* (AEG).

Bien que Liggo utilise originellement le terme « *expectation gap* » en 1974 (Porter, 1993), la commission sur la responsabilité de l'auditeur (*Cohen Commission*) est la première à utiliser ce terme de manière officielle (Humphrey, 1997). Cette commission, constituée par l'AICPA en 1974, est chargée d'analyser l'existence d'un AEG aux Etats – Unis (McEnroe et Martin, 2001). La définition de l'AEG y est « *le décalage entre ce que le public attend de l'auditeur d'un coté et ce que l'auditeur peut*

et/ou doit faire d'une manière raisonnable d'un autre côté » (Porter, 1993). Epstein et Geiger (1994), quant à eux, intègrent les préparateurs des états financiers audités en tant que nouvel acteur. Pour eux, l'AEG est perçu comme *« l'ensemble des différentes perceptions – surtout celles liées à l'assurance apportée par l'auditeur – des préparateurs, des utilisateurs et des auditeurs des états financiers »*. Par ailleurs, Humphrey et al (1992) définissent l'AEG comme *« la situation dans laquelle les auditeurs fonctionnent d'une façon considérée, selon certaine mesure, comme différente de celle qu'exigent les parties qui bénéficient du rapport d'audit »*. Enfin, McEnroe et Martin (2001) prennent en compte la dimension subjective des attentes des utilisateurs des rapports d'audit. Ils définissent l'AEG par *« la différence entre la responsabilité de l'auditeur comme elle est perçue par le public et d'autres utilisateurs des états financiers, d'une part, et les responsabilités actuellement supportées par l'auditeur, d'autre part »*. Au total, cette diversité de définition montre l'ambiguïté de ce concept, ainsi que la difficulté de sa mesure.

Lorsque ses modes de conceptualisation sont analysés, cette pluralité est aussi présente. En l'occurrence, trois modèles d'AEG se dégagent de la littérature. Tout d'abord, l'AEG est modélisé par le CICA (*Canadian institute of Chartered Accountants*) en 1988. D'après cet institut, l'AEG est divisé en deux écarts. Le premier, appelé écart normatif, représente le décalage entre les attentes du public, d'un côté, et les normes d'audit actuellement appliqués, d'un autre côté, les attentes du public pouvant être de deux types, raisonnable ou non. Le second, appelé écart de performance, est la différence entre l'intervention de l'auditeur telle qu'elle est perçue par les parties prenantes, d'une part, et les normes d'audit utilisées, d'autre part, cet écart pouvant donc être réel ou de perception.

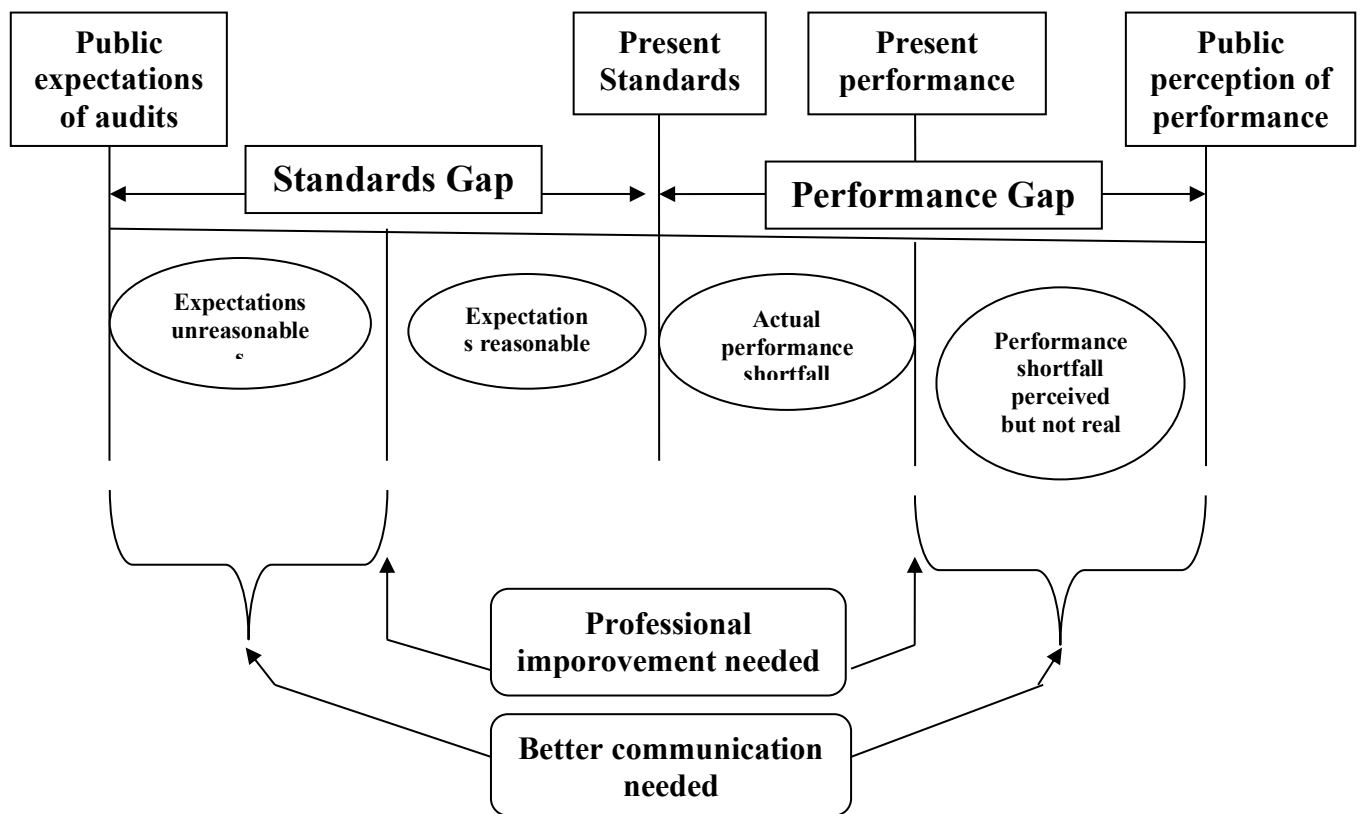


Schéma n°1 : Les composants de l'AEG – D'après le CICA, 1988

Ensuite, l'AEG est modélisé par Innes et al. (1991) sur la base de deux critères, le type d'acteurs (utilisateurs ou auditeurs) et le type de vision (positive ou normative). D'après ces auteurs, l'AEG est ainsi divisé en six sous – écarts, à savoir :

- l'écart positif de perception entre les utilisateurs et les auditeurs par rapport à la mission réelle d'audit,
- l'écart normatif de perception entre les utilisateurs et les auditeurs par rapport à la mission souhaitée d'audit,
- l'écart entre vision positive et normative des utilisateurs de la mission d'audit,
- l'écart entre vision positive et normative des auditeurs de la mission d'audit,
- l'écart entre la vision positive de l'utilisateur et la vision normative de l'auditeur par rapport à la mission d'audit,
- et l'écart entre la vision positive de l'auditeur et la vision normative de l'utilisateur par rapport à la mission d'audit.

Enfin, l'AEG est analysé conceptuellement par Porter (1993). Dans son modèle, l'AEG peut est divisé en deux parties. La première partie y est appelée écart de

performance, qui s'explique à la fois par un décalage normatif et un décalage strict de performance. La seconde est, elle, appelée écart irraisonnable, ce dernier étant attribué aux perceptions irraisonnables des utilisateurs.

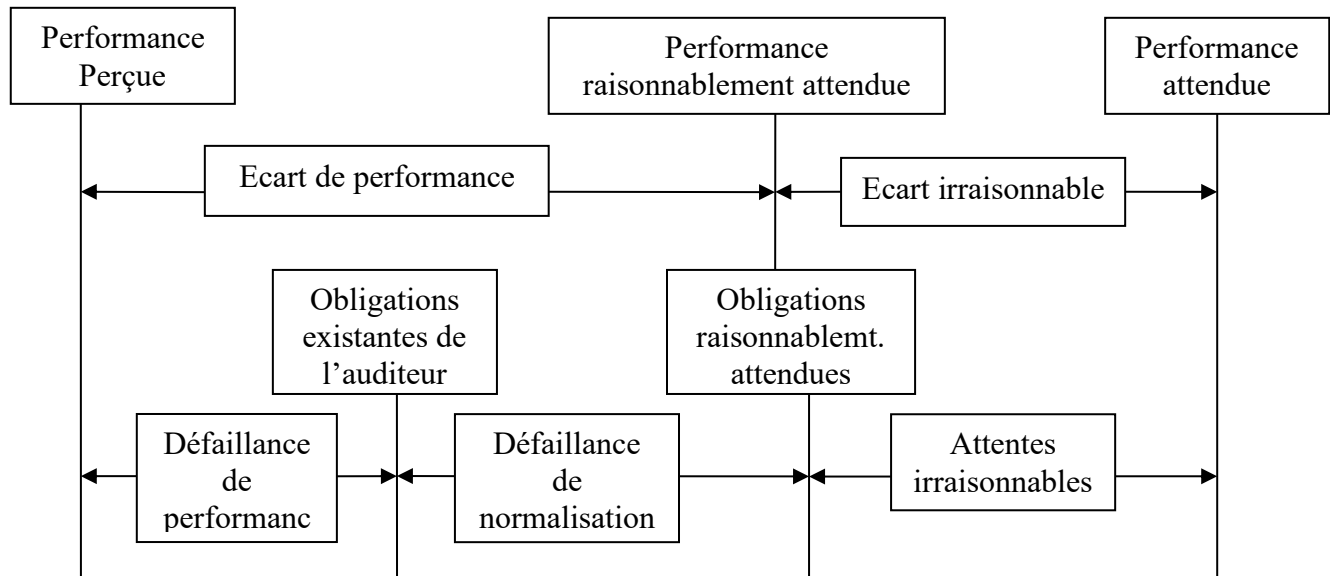


Schéma n°2 : Les composants de l'AEG – D'après Porter (1993)

Parmi ces trois modèles de conceptualisation, celui du CICA nous semble le plus pertinent de par sa globalité et sa pertinence, les autres étant soit incomplets, soit trop complexe. En effet, ce modèle nous permet de distinguer composants de l'AEG sur la base des attentes des utilisateurs, de la performance réelle de l'auditeur et de la façon par laquelle les utilisateurs perçoivent cette performance. Alors que le modèle de Porter (1993) reconnaît aussi l'existence d'un décalage avec les attentes de la part des utilisateurs, il l'attribue seulement à la faible performance de l'auditeur et non pas, contrairement au CICA, à l'outil de communication utilisé entre auditeur et utilisateurs. Le modèle du CICA permet enfin d'évoquer des solutions possibles pour réduire l'AEG en fonction de la nature du décalage.

4) Les éléments caractéristiques de l'AEG au plan international

Au-delà de sa définition et de son modèle de conceptualisation, il est aussi nécessaire, afin de préciser son cadre de recherche, de préciser les éléments caractéristiques de l'AEG. Ces derniers sont analysés dans une trentaine d'études

scientifiques, majoritairement sur les terrains anglo-saxons. D'une manière générale, il s'avère que ces études se focalisent sur deux éléments clés de l'AEG, le premier étant lié à ses facteurs explicatifs, le second à ses manifestations.

Tableau n°1 : Les éléments caractéristiques de l'AEG

Facteurs explicatifs	L' Audit Expectation Gap	Manifestation
L'attitude des auditeurs		Le niveau d'indépendance des auditeurs et leur objectivité
Les normes de communication des rapports d'audit		La performance et la qualité de l'audit
Le niveau de formation des auditeurs		Le développement des missions de conseils
L'auto - régulation de la profession		Le niveau de compétences des auditeurs
La volonté de développement « commercial » de la profession		Le niveau de responsabilité des auditeurs
L'inefficacité de la communication des auditeurs		La nature de la mission d'audit : assurance vs aide à la décision

Ces éléments caractéristiques sont ici présentés de manière traverse, tout en se focalisant sur les plus importants. Nous en distinguons quatre.

Le premier élément caractéristique de l'AEG est celui lié au niveau d'indépendance et d'objectivité de l'auditeur. Ces derniers sont d'ailleurs renvoyés à d'autres facteurs ou manifestations évoquées dans ce tableau, comme le développement des missions de conseil ou la nature de la mission d'audit. La majorité des études utilise en effet cet élément caractéristique non seulement comme un déterminant clé de la taille de l'AEG, mais aussi comme un des champs de divergence entre les différents acteurs à l'audit (Canadian institute of Chartered Accountant, 1988 ; Dieter et De Gager, 1993 ; Chowdhury et Innes, 1998 ; Warming-Rasmussen et Jensen, 1998 ; Dewing et Russell, 2001 ; Hudaib et Haniffa, 2002 ; Lin et Chen, 2004).

Une des premières divergences qui apparaît est liée à la notion elle-même, certains se focalisant sur l'indépendance, d'autres sur l'objectivité comme explication, et donc solution, à l'AEG. La notion d'indépendance est abordée, de manière générale, par

Prat Dit Hauret (2003) qui, à travers une étude empirique auprès de différents groupes des parties prenantes de l'audit, classe les facteurs explicatifs de l'indépendance de l'auditeur tels qu'ils sont perçus par les utilisateurs du rapport d'audit en France en quatre trois distincts :

- Les facteurs afférents au cabinet d'audit, comme la réalisation de mission de conseil, la taille du cabinet, la revue du dossier par un co – associé, la rotation des associés sur le dossier, la mise en place d'une charte éthique du cabinet,

- Les facteurs afférents à l'auditeur qui intègrent notamment son expérience, sa compétence et son niveau de sensibilité éthique,

- Les facteurs afférents aux relations auditeur – audité, avec la situation financière du client, le niveau de concurrence entre cabinets, l'existence d'appels d'offres, l'existence de mécanismes incitatifs externe (durée du mandat, mise en place d'un comité d'audit, la flexibilité des méthodes et des règles comptables) et les sanctions judiciaires.

Par ailleurs, Kinney (1999) propose, lui, deux visions différentes de l'indépendance de l'auditeur. La première vision, définie comme négative, considère l'indépendance comme une obligation et un ensemble des dispositifs imposés par les autorités professionnelles et institutionnelles. Dans ce cas, l'auditeur peut alors, en desserrant cette contrainte, se détacher de ses responsabilités vis-à-vis des utilisateurs du rapport d'audit, qui se méfient alors de l'objectivité de l'opinion professionnelle donnée par l'auditeur. La seconde vision, définie comme positive, considère l'indépendance comme un des composantes de la réputation individuelle et collective de l'auditeur. Dans ce cas, l'auditeur cherche alors à développer, à maintenir et à exploiter cette réputation d'une manière qui garantit la pérennité et le développement de son cabinet. D'après cet auteur, les utilisateurs des rapports d'audit font ainsi plus confiance à ce type d'auditeur.

Dans une autre voie, Taylor et al. (2003) pensent, eux, que la solution permettant d'améliorer la performance de l'auditeur telle qu'elle est conçue par les utilisateurs du rapport d'audit peut se trouver dans l'amélioration de l'objectivité de l'auditeur et non pas dans le renforcement de son indépendance. Ainsi, ces auteurs pensent que si l'objectivité de l'auditeur était renforcée, plutôt que son indépendance, il chercherait alors protéger l'intérêt global de l'audité plutôt qu'à simplement gérer une relation avec la direction de l'audité. La recherche de l'objectivité obligerait ainsi l'auditeur non seulement à maîtriser des nouvelles qualités et compétences à travers l'apprentissage au

lieu d'une simple vérification de la bonne application des normes comptables et d'audit, mais aussi permettrait de voir sa mission dans une approche plus globale. Cet élément caractéristique de l'AEG, proposé par ces auteurs, se rapproche d'ailleurs de la vision positive de l'indépendance proposée par Kinney (1999) car toutes les deux semblent relever d'une vision globale de l'indépendance fondée sur les valeurs morales de la profession d'auditeur, dont l'éthique, plutôt que sur des dispositifs professionnels et institutionnels qui s'avèrent souvent inefficaces.

Pourtant, à l'analyse, il s'avère que les solutions adoptées par les instances institutionnelles et professionnelles sont pour la plupart d'entre elles focalisées sur la première vision de l'indépendance. Par exemple pour les sociétés cotées, la loi SOX, en 2002, rend obligatoire aux Etats – Unis la rotation de l'auditeur tous les cinq ans. En France, la LSF en 2003 délimite la période d'engagement avec le même auditeur à six ans. Ces dispositions sont cohérentes avec les travaux de Arl et al. (2005) qui décrivent les trois types de risque associés à un mandat de longue durée, à savoir le risque du rapprochement entre auditeur et direction de l'entité auditée, le risque de négligence par le relâchement et la répétition de l'audit, et le risque du changement de la nature de l'audit d'un outil au service des actionnaires à un outil managérial au service des dirigeants. Or, ces dispositions pourraient ne pas être efficaces dans la mesure où elles peuvent s'appuyer sur des hypothèses difficiles à vérifier et où elles peuvent être faciles à contourner.

En matière de rotation des auditeurs, par exemple, l'hypothèse d'une influence négative de la durée du mandat sur l'indépendance de l'auditeur semble en effet plus complexe qu'il n'y paraît. Certaines études empiriques montrent ainsi qu'il n'y a pas de relation négative de causalité, ou même d'association, entre la durée du mandat d'audit et la qualité de l'audit (AICPA, 1992 ; Hilles, 2002 ; BDO Seidman LLP, 2003 ; Nagy, 2005). Ces études mettent en évidence l'absence de corrélation entre ces deux éléments par le fait que l'expérience acquise par l'auditeur sur la nature des activités exercées par l'audité lui permet d'effectuer un audit d'une qualité supérieure à celui pouvant être réalisé par son successeur. En particulier, Nagy (2005) argumente que l'efficacité d'une rotation régulière comme outil de renforcement de l'indépendance est fonction de la taille de l'audité, mais aussi du pouvoir de la direction de l'entité auditée sur le nouvel auditeur. Dans le même sens, le GAO (*General Accounting Office*) américain précise que la rotation obligatoire de l'auditeur ne peut pas être considérée comme étant la seule

condition pour garantir l'indépendance de l'auditeur (Nagy, 2005). D'autres études, par contre, confirment l'existence d'une relation négative entre la durée du mandat et son indépendance (Craswell, 1988 ; Linnox, 2000 ; Gomez et Barbadillo, 2003 ; Carcello et Nagy, 2004 ; Barbadillo et al. 2006). L'argument principal présenté par ces études pour interpréter leurs résultats réside dans le fait que la réduction de la période d'engagement auditeur permet de réduire les pressions que la direction de l'audit peut exercer sur l'auditeur. Si l'hypothèse de l'influence de la durée du mandat sur l'indépendance de l'auditeur semble difficile à vérifier, il s'avère, de plus, que ces dispositifs sont contournables. En effet, les cabinets d'audit peuvent tenter d'organiser leurs rotations entre leurs différents clients, passant ainsi d'une rente quasi-perpétuelle à une rente tournante.

En matière d'exercice de missions de conseil, autre facteur explicatif de l'indépendance des auditeurs largement privilégié par les dernières réformes légales, la question est tout aussi sensible. En effet, plusieurs études démontrent l'existence d'une relation négative entre la réalisation de mission de conseil, en parallèle d'une mission d'audit, d'une part, et l'indépendance de l'auditeur, d'autre part (DeAngelo, 1981 ; Beck et al., 1988 ; Magee et Tseng, 1990 ; Wines, 1994 ; Ashbaugh et al., 2003 ; Prat Dit Hauret, 2003). D'autres auteurs montrent même que la réalisation de missions de conseil par l'auditeur permet d'améliorer la qualité d'audit au lieu de la réduire. Abdel khalik (1990) montre, par exemple, que l'exécution de missions de conseil permet à l'auditeur, dans un premier temps, d'améliorer ses connaissances et expériences concernant les activités exercées par l'audit, et, dans un deuxième temps, d'améliorer la qualité de son travail (Prat Dit Hauret, 2003). Si, ici aussi, l'hypothèse de l'influence de l'exercice de mission de conseil semble difficile à vérifier, il s'avère, de plus, que ces dispositifs peuvent être contournés. Ainsi, les grands cabinets d'audit séparent le département d'audit de celui chargé du conseil (Hallison et Kennelley, 1988).

Mis à part l'indépendance et l'objectivité, les éléments caractéristiques de l'AEG se focalisent aussi sur la nature de la responsabilité de l'auditeur, en particulier en ce qui concerne la détection des fraudes. Cette manifestation de l'AEG est considérée par les études empiriques comme un des facteurs de divergence les plus importants entre les différents acteurs à l'audit, son importance pouvant être expliquée par l'influence de l'existence de fraudes financières sur l'existence et la pérennité de l'entité auditée (Carassus et Cormier, 2002). A ce propos, Porter (1997), en décrivant l'évolution de

responsabilité de l'auditeur vis-à-vis de la détection des fraudes financières, montre comment une période de forte responsabilité de l'auditeur a laissé la place à une période de responsabilité partielle en raison du passage d'un audit global à un audit fondé sur un approche par les systèmes et une analyse des risques. La responsabilité première de la prévention et de la détection de la fraude financière s'est alors déplacée vers celle de la direction de l'entité et notamment son système de contrôle interne (Johnson et Rudesill, 2001). Pourtant, dans le même temps, l'exigence des utilisateurs des rapports d'audit s'est accrue vers une responsabilisation plus élargie de l'auditeur en particulier en ce qui concerne les fraudes financières. En réaction notamment à la vague des scandales financiers, les organes professionnels, à l'échelle internationale, ont réagi en produisant des normes spécifiques à la prévention et à la détection de la fraude. Ce fût notamment le cas aux Etats-Unis avec le SAS (*Statements Audit Standards*) n°99 et au plan international avec l'ISA (*International Auditing Standards*) n° 240. Malgré ces responsabilités nouvelles qui restent toutefois limitées en raison de la seule obligation de moyens des auditeurs, de nombreux auteurs affirment que cette attente de la part des utilisateurs de rapports d'audit est irraisonnable. A ce titre, Silverstone (2005) décrit quatre types de différences entre l'audit financier et l'audit des fraudes. Premièrement, concernant les objectifs couverts, l'audit des états financiers cherche en effet, d'après lui, à donner une assurance raisonnable que les informations publiées ne comprennent pas d'anomalies significatives. En revanche, l'audit des fraudes se doit de détecter les opérations frauduleuses quelque soit leurs natures. Deuxièmement, concernant l'étendue de l'audit, ce dernier se limite à des échantillons d'objet, de part l'analyse par les systèmes, alors que l'audit des fraudes doit permettre de détecter toute fraude possible dans les états financiers. Troisièmement, concernant l'approche, dans le cas de l'audit financier, l'auditeur engage, d'après l'auteur, ses procédures d'audit avec une attitude une attitude de doute, alors que l'auditeur de fraude présuppose, lui, la malhonnêteté de la direction. Quatrièmement, concernant les normes et qualification, l'audit des états financiers est réalisé en principe par des auditeurs surtout spécialisés du domaine comptable, alors que les audits de fraudes exigent des qualités techniques spécifiques dans l'investigation réglementaire et légale. Dans le même sens, pour Porter (1997), la détection des fraudes financières présente ainsi plusieurs problèmes importants en matière d'AEG. En effet, ce décalage entre besoins des utilisateurs et travail des auditeurs génèrent notamment des problèmes de nature juridique, dans la mesure où l'auditeur n'a

qu'une obligation de moyen, de nature comportementale et informationnelle, dans la mesure où les manipulations constituent des actes volontaires et cachés, d'efficience, dans la mesure où la recherche de fraude est coûteuse, mais aussi de positionnement vis-à-vis de la direction de l'entité auditée.

Troisième élément caractéristique de l'AEG, les études empiriques se focalisent ensuite sur les normes de communication des rapports d'audit. Certaines d'entre elles analysent en particulier l'efficacité des changements introduits à la forme et au contenu du rapport d'audit comme solution à l'AEG. Monroe et Woodliff (1994), par exemple, montrent que le changement du rapport d'audit aide à réduire le décalage entre les perceptions des utilisateurs et celles des auditeurs en ce qui concerne la responsabilité de l'auditeur, la fiabilité de son rapport et l'utilité qu'il représente. Dans leur première étude datée 1993, Monroe et Woodliff avaient déjà mis en lumière l'efficacité du rapport d'audit en tant que moyen d'éducation des utilisateurs sur les objectifs réels de la mission d'audit au sein de l'audité. Ce décalage de connaissance entre les deux parties étant souvent provoqué par des attentes des utilisateurs perçues comme irraisonnables, la modification de la forme du rapport peut alors participer à une meilleure information des utilisateurs des rapports d'audit. Dans le même sens, Kelly et Mohrweis (1989) constatent à travers l'analyse du SAS n° 58, qui apportent des changements sur la langage et le contenu du rapport d'audit aux Etats – Unis, que la nouvelle forme mis en oeuvre précise en particulier que l'auditeur audite, mais ne contrôle pas la totalité des états financiers de l'audité, que seule la direction de l'entité est responsable de la préparation des états financiers, et que l'auditeur donne une assurance raisonnable sur la qualité des états financiers produits.

Le dernier élément caractéristique de l'AEG est, lui, relatif à la nature de la mission d'audit. Lorsque sont distingués les différents types d'audit, en particulier pour les audits dits externes car réalisés par un tiers indépendant à l'audité, les audits de conformité, fondés sur une logique de contrôle élémentaire, peuvent être différenciés des audits de performance, fondés sur une logique de contrôle complémentaire (Carassus, 2008). En matière d'audit de conformité, la pratique d'audit est actuellement focalisée, notamment sur le plan légal, sur l'audit des états financiers, axé sur la conformité aux normes comptables en vigueur. Sur ce premier domaine d'intervention, l'AEG concerne l'émergence de nouveaux besoins allant au-delà de la vérification de conformité aux normes comptables et qui intègre des questions environnementale, sociétale ou éthique.

Pourtant, même si les professionnels de l'audit reconnaissent l'importance de ce marché, la participation active de ce dernier dans ce domaine semble bloquée par des différents obstacles juridiques ou pratiques. Collison (1996) montre en particulier que les autorités actuelles de régulation ne participent pas d'une manière active au processus de développement des normes de communication dans les domaines environnemental et sociétal. Dans le même sens, Adams (2004) remarque que même si l'audit environnemental et sociétal est devenu obligatoire de manière légale dans plusieurs pays, cette pratique est rarement effectuée par les auditeurs externes habituels pour plusieurs raisons. D'abord, le manque des guides de pratique professionnelle généralement reconnus dans la même logique que Dixon et al. (2004), ou Lightbody (2000). Ensuite, le manque d'expérience spécifique. Enfin, le manque de principes clairs et communs ou la diversité des intérêts des différentes parties prenantes concernées, dans le même sens qu'Adams et Evan (2004).

Sur le second domaine d'intervention, à savoir celui concernant l'audit de performance, l'AEG naît de la difficulté par les parties prenantes de distinguer la mission de l'auditeur de celle de la direction de l'entité auditée. De nombreuses études mettent ainsi en évidence que les répondants à leurs questionnaires ne distinguent pas la mission de l'auditeur de celles des autres parties qui participent d'une façon ou d'une autre à la préparation et au contrôle des informations communiquées à l'extérieur de l'entité (Innes et al. 1991 ; Humphrey et al. 1993 ; Porter, 1993 ; Monroe et Woodliff, 1994 ; Woodhead et Solhiman, 2006). Dans le même sens, des erreurs peuvent être réalisées par les utilisateurs des rapports d'audit qui perçoivent la mission de l'auditeur financier comme celle d'un tiers à l'entité susceptible d'apporter son opinion sur le niveau de performance de l'audité.

5) Des perspectives d'analyse de l'*audit expectation gap* dans le contexte français

Au total, les éléments caractéristiques de l'AEG, qu'ils soient classés ici en tant que facteurs explicatifs ou en manifestation, se révèlent être nombreux et générateurs de décalages importants que cela soit entre les rôles et pratiques de l'auditeur externe légal, mais aussi avec les perceptions et attentes des utilisateurs des rapports d'audit. Les études décrites ici étant menées dans un contexte anglo-saxon avec une organisation et un cadre normatif particulier, l'existence de ces décalages, sources d'évolutions à engager dans

l'avenir, laissent alors de larges perspectives d'analyse de l'AEG dans le contexte français.

Ces perspectives d'analyses doivent toutefois respecter certaines conditions et prolongements par rapport aux études menées antérieurement. Tout d'abord, l'AEG semble devoir être appréhendé comme un décalage entre les attentes et les exigences qu'expriment toutes les parties prenantes de l'entité auditée, d'une part, et la performance réelle de l'auditeur, d'autre part. Ainsi, les actionnaires, seuls, n'apparaissent pas devoir faire l'objet d'une analyse, comme c'est le cas dans la majorité des études empiriques existantes. Une typologie des différents acteurs de la gouvernance d'entreprise doit, par contre, nous permettre de différencier les besoins et attentes qui peuvent être divergents en fonction de la nature des relations avec l'entité auditée.

Ensuite, tous les besoins et attentes des utilisateurs des rapports d'audit doivent être pris en considération, même s'ils peuvent être définis, a priori, comme irraisonnables. En effet, leur prise en compte permettra sans nul doute de proposer des pistes d'évolution à l'audit, que cela soit sur le plan relationnel ou sur le plan technique, plus pertinente avec la réalité de la demande.

Enfin, l'auditeur doit être appréhendé comme un acteur juridiquement et professionnellement responsable vis-à-vis de l'environnement de l'entreprise auditée dans son ensemble. Conformément aux évolutions théoriques et conceptuelles abordées, l'audit semble en effet devoir être défini comme un des mécanismes de la gouvernance d'entreprise ayant un rôle de signal, d'assurance et, plus généralement, participant à l'obligation de reddition des comptes.

Dans ce cadre, à travers une analyse de la gouvernance d'entreprise orientée partenaires, nous nous proposons, non seulement, de déterminer la nature des éléments caractéristiques de l'AEG dans le contexte français, mais aussi de proposer, en conséquence, des solutions professionnelles, institutionnelles, juridiques et/ou organisationnelles afin que cet AEG puisse être réduit.

Références

- Abdullah Zaid, O. (1997), Could auditing standards be based on society's values? *Journal of Business ethics*, 16 (11), 1185 - 1200.
- Adams, C. (2004), The ethical social and environmental reporting – performance Portrayal gap, *Accounting, Auditing and Accountability Journal*, 17 (5), 731 – 57.
- Adams, C., et Evans, R. (2004), Accountability, completeness, credibility and the audit expectations gap, *Journal of Corporate Governance*, 14, 97 – 115.
- Arel, H., Brody, R.G., et Patiy, K. (2005), Audit Firm Rotation and Audit Quality, *CPA Journal*, 75 (1), 36 – 39.
- Arnold, B., et De Lange, P. (2004), Enron: An examination of agency problems, *Critical Perspectives on Accounting*, 15, 751 – 65.
- Arrington, C.E., Hillison, W.A., et Williams, P.F. (1983), the psychology of expectations gaps: Why is there so much disputes about auditor's responsibility? *Accounting and Business Research*, autumn 1983, 243-50.
- Barbadillo, R., Gomez – Aguila, N., et Biedma-Lopez, E. (2006), long – term audit engagement and opinion shopping: Spanish evidence, *Accounting Forum*, 30, 61 – 79.
- Baron, C. D., Johnson, D., Searfoss, G., et Smith C. (1977), Uncovering corporate irregularities: are we closing the expectation gap? *The Journal of Accountancy*, October 1977, pp 56 – 66.
- Best, P.J., Buckby, S., et Tan, C. (2001), Evidence of the Audit Expectation Gap in Singapore, *Managerial Auditing Journal*, 16(3), 134-44.
- Bécour, CH., et Bouquin, H., 1996, *L'audit opérationnel, efficacité, efficience ou sécurité*, Paris, Economica.
- Blokdijs, J.H., et Driehuisen, F. (1992), the environment and the audit profession: A Dutch research study, *European Accounting Review*, 1, 437 – 43.
- Bouma, J.J., et Kamp – Roeland, N. (2000), Stakeholders' expectations of an environmental management system: some exploratory research, *The European Accounting Review*, 9 (1), 131 – 44.
- Briloff, A. J. (2001), Garbage in /Garbage out: A Critique of Fraudulent Financial Reporting, *Critical Perspectives on Accounting*, 12, 125– 48.
- Brooks, L.J. (1989), Ethical Codes of Conduct: Deficient in Guidance for the Canadian Accounting profession, *Journal of Business Ethics*, 8 (5), 325 – 35.

Burrowes, A.W., Kastantin, J., et Novicevic M.M. (2004), the Sarbanes-Oxley Act as a hologram of post-Enron disclosure: a critical realist commentary, *Critical Perspectives on Accounting*, 15, 797–811.

The Canadian institute of Chartered Accountant, 1988, Report of the commission to study the public's expectations of audits.

Carcello, J.V., et Nagy A.L. (2004), Audit firm tenure and fraudulent financial reporting, *Auditing: A journal of practice and theory*, September 2004, 3.

Carcello, V., Hermanson, H., et McGrath, L. (1992), Audit Quality Attributes: The Perceptions of Audit Partners, Preparers, and Financial Statement Users, *Auditing: A Journal of Practice & Theory*, 11(1).

Chowdhury, R., et Innes, J. (1998), A Qualitative Analysis of the Audit Expectations Gap in the Public Sector of Bangladesh, *International journal of auditing*, 2 , 247–61.

Clarke, T. (2005), Accounting for Enron: shareholder value and Stakeholders interests, *Corporate Governance*, 13 (5), 598 – 612.

Clarkson, B. (1995), A Stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance, *Academy of Management Review*, 20 (1), 92 -117.

Cohen, J., Krishnamoorthy, G., et Wright, A. (2004), the corporate governance mosaic and the quality of financial reporting, *Journal of Accounting Literature*, 23, 87- 152.

Collison, D.J. (1996), the response of statutory financial auditors in the UK to environmental issues: A descriptive and exploratory case study, *British Accounting Review*, 28, 325– 49.

Craswell, A.T. (1999), Does the Provision of Non-Audit Services Impair Auditor Independence? *International Journal of Auditing*, 3, 29–40.

Dewing, I., et Russell, P. (2001), bridging the expectations gap, *Accountancy*, July 2001.

Dixon, R., Woodhead, D. et solhiman, M. (2006), An Investigation of the expectation gap in Egypt, *Managerial Auditing Journal*, 21 (3), 293 – 302.

Dixon, R., Mousa, A., et Woodhead, D. (2004), the necessary characteristics of environmental auditors: a review of the contribution of the financial auditing profession, *Accounting Forum*, 28, 119 – 38.

Epstein, J., et Geiger, A. (1994), Investors views of audit assurance: Recent evidence of the expectation gap, *Journal of Accountancy*, January 1994, 60 – 66.

Giffiths, S. (1992), L'éthique en gestion : gare aux faux prophètes, étude communiquée au 13ième congrès de l'AFC, 21 -23 1992, Bordeaux.

Gloeck, D., et De Gager, H. (1993), the audit expectation gap in the Republic of South Africa, School of Accountancy Research series, Research report.

Gonthier – Besacier, N. (2001), Une mesure de l'impact de la reformulation du rapport général des commissaires aux comptes, *Comptabilité Contrôle Audit*, 1(7), 161-82.

Goodwin, J., et Seow, L. (2002), the influence of corporate governance mechanisms on the quality of financial reporting and auditing: Perceptions of auditors and directors in Singapore, *Accounting and Finance*, 42, 195-223.

Grossman, J., et Hart, D. (1986), The Costs and Benefits of ownership: A Theory of Vertical and Lateral Integration, *Journal of Political Economy*, 94 (4), 691 –720.

Hellsten, S., et Mallin, C. (2006), Are 'Ethical' or 'Socially Responsible' Investments Socially Responsible? *Journal of Business Ethics*, 66, 393 – 406.

Hendrickson, H. (2001), Some Comments on the Impact of the Economic Power Exercised by the AICPA and the Major Accounting Firms, *Critical Perspectives on Accounting*, 12, 159 – 66.

Hillison, W., et Kennelley, M. (1988), The Economics of Non - audit Services, *Accounting Horizons*, September 1988, 32 – 40.

Hojkskov, L. (1998), the expectation gap between users' and auditors' materiality judgements in Denmark, Paper to be presented at “The Second Asian Pacific Interdisciplinary Research in Accounting Conference” in association with *Accounting, Auditing and Accountability Journal* at The Osaka City University, 4 – 6, 1 – 23.

Hudaib, M., et Haniffa, R. (2002), an Empirical Investigation of Audit Perceptions Gap in Saudi Arabia, <http://www.intranet.ex.ac.uk/sobe/Research/DiscussionPapersAccFin/>

Humphrey, C. (1997), Debating audit expectations, in Sherer, M., et Turly, S. (dir) *Current Issues In Auditing*, 3d edition.

Humphrey, C., Moizer, P., et Turley, S. (1993), the audit expectations gap in Britain: an empirical investigation, *Accounting and Business Research*, 23 (91a), 395 – 410.

Innes, J., Hatherly, D., et Brown, T. (1991), the expanded audit report – An empirical investigation, *Accounting and business research*, 21 (84), 311 – 19.

The Institute of Chartered Accountants of Scotland, 1993, *Auditing into the Twenty – first century*, McInnes (W.M), 133 – 79.

Jensen, M., Meckling, W. (1976), Theory of the firm: managerial behaviour, agency costs and ownership structure, *Journal of financial economics*, Oct 1976.

- Johnson, G., et Rudesill, L. (2001), an investigation in fraud prevention and detection of small business in the United - States: responsibilities of auditors, managers and business owners, *Accounting Forum*, 25 (March), 56 - 78.
- Keasey, K., et Wright, M. (1993), Issues in Corporate Accountability and governance, *Accounting and Business research*, 23 (91), 291 – 303
- Kelly, S., et Mohrweis, L. (1989), Bankers' and investors' perceptions of the auditor's role in financial statements reporting: The impact of SAS no 58, *Auditing: A journal of practices and theory*, 9 (1), 87 – 97.
- Kinney, W. (1999), Auditor independence: a burdensome constraint or a core value, *Accounting Horizons*, 13 (1), 69 – 75.
- Krishnamurthy, S., Zhou J., et Zhou N. (2006), Auditor reputation, auditor independence, and the stock market impact of Anderson indictment on its client firms, *Contemporary Accounting Research*, 23 (2), 465 – 90.
- Lin, Z., et Chen, F. (2004), An Empirical Study of Audit Expectation Gap In the People's Republic of China, *International Journal of Auditing*, 8, 93 – 115.
- Lightbody, M. (2000), Environmental auditing: the audit theory gap, *Accounting Forum*, 24(2), 151 - 69.
- Lowe, J. (1994), the expectation gap in the legal system: Perception differences between auditors and judges, *Journal of Applied Business Research*, 10 (3).
- Manson, S., et Zaman, M. (2001), auditor communication in an evolving environment: going beyond SAS 600 auditors' reports on financial statements, *British Accounting Review*, 33, 113 – 36.
- McEnroe, J., et Martens, C. (2001), Auditors' and Investors' Perceptions of the "Expectation Gap", *Accounting Horizon*, 15 (4), 345 – 58.
- Mc Millan, K. (2004), Trust and the virtues : A solution to the accounting scandals, *Critical perspectives on Accounting*, 15 (6-7), 943 – 953.
- Moizer, P. (1997), Independence, in Sherer, M., et Turly, S., “Currant issues in auditing”, 3d edition.
- Monroe, S., et Woodliff, R. (1994), an Empirical investigation of the audit expectation gap: Australian evidences, *Journal of Acc and Finance*, 1, 47 – 74.
- Monroe, S., et Woodliff, R. (1993), the effect of education on the audit expectation gap, *Acc and Finance*, 33(1), 61- 78.

- Martory, B. (2003), *Audit social : pratiques et principes*, *Revue Française de Gestion*, 147, 235 – 46.
- Nagy, A. (2005), *Mandatory audit firm turnover, financial reporting quality, and client bargaining power: the case of Arthur Anderson*, *Accounting Horizons*, 19 (2), 51 - 68.
- Nazri Fadzly, M., et Ahmad, Z. (2004), *Audit Expectation gap: the case of Malaysia*, *Managerial Auditing Journal*, 19(7), 897 – 915.
- O’Connell, T. (2004), *Enron, Con: He that filches from me my good name ... makes me poor indeed*, *Critical Perspectives on Accounting*, 15, 733 – 49.
- Pierre, J. (1994), *Ethique et comptabilité : une nouvelle rencontre entre philosophie et gestion, étude communiquée au 15ème congrès de l’AFC*.
- Porter, B. (1997), *Auditors’ responsibilities with respect to corporate fraud- a controversial issue*, in Sherer, M. et Turly, S., “*Current issues in auditing*”, 3d edition.
- Porter, B. (1993), *an Empirical Study of the Audit Expectation-Performance Gap*, *Accounting and Business Research*, 24 (9-1), 49 – 68.
- Prat Dit Hauret, C. (2003), *L’indépendance perçue de l’auditeur*, *Revue Française de Gestion*, 147, 105 – 31.
- Schelluch, P. (1996), *Long form Audit Report Messages: Further Implications for the Audit Expectation Gap*, *Accounting Research Journal*, 9 (1), 48 – 55.
- Taylor, H., DeZoort T., Munn, E., et Thomas, W. (2003), *A Proposed Framework Emphasizing Auditor Reliability over Auditor Independence*, *Accounting Horizons*, 17 (3), 257 – 66.
- Turly, S., et Zaman, M. (2004), *the Corporate Governance Effects of Audit Committees*, *Journal of Management and Governance*, 8, 305–32.
- Velayutham, S. (2003), *the accounting profession’s code of ethics: is it a code of ethics or a code of quality assurance?* *Critical Perspectives on Accounting*, 14, 483 - 503.
- Warming-Rasmussen, B., et Jensen, L. (1998), *Quality dimensions in external audit services – an external user perspective*, *The European Accounting Review*, 7(1), 65–82.
- Whittington, G. (1993), *corporate governance and the regulation of financial Reporting*, *Accounting and Business Research*, 23 (91a), 311 -19.
- Yakhou, M., et Dorweiler, P. (2005), *Corporate governance reform: impact on accounting and auditing*, *Corporate Governance*, 5 (1).